

Faire de la politique autrement. Les expériences inachevées des années 1970, Hélène Hatzfeld. Presses universitaires de Rennes, Adels, revue Territoire, Rennes, 2005, 328 p.

Michel Dreyfus

Numéro 301, juillet 2006

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1021571ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1021571ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut de l'économie sociale (IES)

ISSN

1626-1682 (imprimé)

2261-2599 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dreyfus, M. (2006). Compte rendu de [*Faire de la politique autrement. Les expériences inachevées des années 1970*, Hélène Hatzfeld. Presses universitaires de Rennes, Adels, revue Territoire, Rennes, 2005, 328 p.] *Revue internationale de l'économie sociale*, (301), 93–94. <https://doi.org/10.7202/1021571ar>

NOTES DE LECTURE

Faire de la politique autrement Les expériences inachevées des années 1970

Hélène Hatzfeld. *Presses universitaires de Rennes, Adels, revue Territoire, Rennes, 2005, 328 p.*

A l'heure où l'on redécouvre que Mai 68 a d'abord été la plus grande grève de notre histoire, les années 70 restent souvent dénigrées et décriées. Elles le sont notamment par ceux qui y ont alors joué un certain rôle, mais qui les dénoncent aujourd'hui comme « *utopiques* » et « *idéologiques* ». De nos jours, rien n'est plus à la mode que de rejeter ces années « post-68 » d'où seraient issus tous les maux que connaît notre société actuelle.

Pourtant, à l'heure où le discrédit de la classe politique conduit à un taux d'absentéisme électoral de plus en plus élevé et inquiétant, la question se pose de faire autrement de la politique : fort à propos, Hélène Hatzfeld fait la démonstration que c'est durant cette décennie, si mal considérée aujourd'hui, que cette question a été posée. C'est alors que s'est opéré un repérage du politique en dehors des institutions et des appareils théoriquement destinés à le prendre en charge – Etat et partis politiques traditionnels. De multiples formes de participation des citoyens à la vie politique dans le cadre de thématiques nouvelles, telles que le féminisme et l'écologie, sont alors apparues. En outre, ces thématiques ont été prises en charge à travers des formes inédites de militantisme, telles que la pratique autogestionnaire, matrice de la démocratie participative actuelle, ainsi que l'invention du local : si la référence autogestionnaire semble aujourd'hui dépassée, la démocratie participative et l'invention du local restent au contraire au centre de multiples débats concernant la vie politique et sociale,

nationale et municipale – que l'on songe aux problèmes urbains, aux associations de consommateurs, à l'écologie, etc.

Dans ce processus, les associations ont joué un rôle essentiel à travers des clubs ou certains lieux de rencontre se situant en particulier dans la mouvance du Parti socialiste – que l'on songe aux Assises du socialisme en 1974 – et également à proximité de la CFDT. Rejetant les deux modèles distincts, mais non sans liens, de la centralisation et du léninisme, cette démarche peut être lue comme un retour à des racines idéologiques anciennes du mouvement ouvrier français où le fédéralisme proudhonien a toute sa place. Durant la décennie 70 se sont développées des organisations de toutes sortes : ouvertes, non figées, elles voulaient créer des médiations entre le citoyen et ceux qui exercent le pouvoir politique. L'essor du Parti socialiste à partir du congrès d'Epinais a été largement tributaire de ce processus. C'est au cours de la même décennie qu'Alain Touraine établit une distinction entre mouvement ouvrier et mouvement social, distinction à partir de laquelle les formes d'organisations traditionnelles furent alors remises en cause. A partir d'une interrogation du politique, la démarche d'Hélène Hatzfeld rejoint celle, également récente, des historiens du social : au-delà des partis politiques et des syndicats, ils s'intéressent de plus en plus aux associations qui ont voulu, à leur façon, faire de la politique et intervenir dans le champ du social. Hélène Hatzfeld apporte ainsi des éléments tout à fait précieux à la connaissance de cette nouvelle gauche des années 70 dont l'histoire reste à écrire. Il conviendra également de s'intéresser à la suite et à ce qui s'est passé dans ce vaste chantier à partir de 1981. La victoire de François Mitterrand peut-elle être considérée aussi comme le couronnement de cette longue marche de la nouvelle gauche ? Il est permis d'en douter. Tout d'abord, parce que cette victoire politique ne s'est

pas accompagnée, loin de là, d'une mobilisation sociale équivalente. Par ailleurs, on peut aussi se demander si la gauche au pouvoir, en institutionnalisant certains de ces mouvements sociaux, ne leur a pas fait perdre un peu de leur vitalité. La création par Michel Rocard de la Délégation interministérielle à l'économie sociale (DIES) peut être saluée comme une reconnaissance des mouvements de l'économie sociale. Mais quels ont été ses effets bénéfiques sur l'économie sociale? Sur cette question, le débat est tout juste ouvert. Cette institutionnalisation expliquerait peut-être ce qui a suivi, dans la décennie bien différente de 90 et en particulier lors des grands mouvements sociaux de novembre-décembre 1995 contre le plan Juppé. La majorité des défenseurs

de cette nouvelle gauche qui voulaient faire de la politique autrement dans les années 70 ont alors condamné le plus important mouvement revendicatif survenu dans notre pays depuis 1968 : preuve était ainsi faite que les temps avaient bien changé.

A l'heure où plusieurs partis politiques, à commencer par le Parti socialiste, cherchent à nouer des liens avec un milieu plus large que celui des seuls adhérents, le livre d'Hélène Hatzfeld pointe une question aussi essentielle qu'actuelle et qui concerne tous les démocrates : comment faire de la politique autrement? Il faut remercier Hélène Hatzfeld de nous fournir de nombreuses pistes de réflexion en ce sens.

Michel Dreyfus ●